

théorie du socialisme en un seul pays. Le camarade Trotsky a eu le grand mérite en 1927, de porter contre cette théorie une critique aiguë. Mais — aussi bien que les autres courants de gauche, le nôtre y compris — il n'a pas su, ni pu, donner une solution de principe au problème des rapports entre l'Etat ouvrier et les Etats capitalistes. L'époque est donc venue où il est possible de donner une solution de principe à cette question; les expériences étant là pour nous aider, et cette solution représentant une des conditions capitales pour la reprise de la lutte ouvrière ainsi que pour la sauvegarde réelle de l'Etat ouvrier, du prolétariat russe et du prolétariat mondial.

Une opposition de principe nous paraît exister entre le déclenchement de la bataille insurrectionnelle dans un seul pays, et la défense, le développement de la dictature du prolétariat dans les limites de l'Etat ouvrier. Ces deux positions ne s'enchaînent nullement et, ainsi que l'expérience de l'après guerre devait le confirmer, elles s'excluent mutuellement: une fois l'insurrection victorieuse dans un seul pays, sa défense et sa généralisation ne peuvent dépendre que du mouvement ouvrier international, de ses intérêts, des rapports de force entre le capitalisme et le prolétariat sur l'échelle mondiale. Ainsi, pratiquement, si après l'analyse d'une situation générale nous devrions choisir entre le mouvement ouvrier d'un pays capitaliste et les intérêts matériels de l'Etat ouvrier, nous n'hésiterions pas à considérer comme nécessaire de refuser une condition d'avantage à l'Etat ouvrier et à mettre en première ligne les intérêts du mouvement ouvrier du pays capitaliste. Quant au fond du problème, nous affirmons que le développement pacifique de l'Etat ouvrier au sein du monde capitaliste, étant inconcevable, le cours réel de la vie, de la défense de cet Etat, ne peut passer par la courbe des multiples reconnaissances, des pactes de non-agression, des traités d'amitié, etc., qu'à la seule condition d'abandonner son réel soutien: le prolétariat de chaque pays.

Surgissant de la société bourgeoise, la révolution prolétarienne, qui permet l'érection de l'Etat prolétarien, peut ne pas se généraliser immédiatement à tous les autres pays. Ainsi que nous l'avons déjà expliqué dans le troisième paragraphe de notre « **Projet de constitution d'un Bureau d'Information International** » (« **Bilan** », novembre 1933, page 34), la structure du monde capitaliste ne fonctionne pas en tant qu'Etat mondial, mais en tant qu'ensemble d'Etats nationaux, qui essayent de faire épouser leur cause par leurs prolétariats respectifs. **Par contre, la lutte du prolétariat ne peut dépendre que de considérations d'ordre international et seulement international.**

A la faveur de l'opposition entre les Etats capitalistes et de la lutte qu'ils se font entre eux, il se produit un développement révolutionnaire extrêmement inégal, dont la vitesse se détermine, d'abord par la situation du capitalisme au point de vue mondial, ensuite par la tension des contrastes des classes, particuliers à chaque pays et résultant de la portion de butin économique accaparé par chaque bourgeoisie (ce sont les pays économiquement les plus arriérés qui fournissent les conditions les plus favorables pour le déclenchement de l'insurrection) et enfin — et c'est là le facteur essentiel — par la capacité du parti de la classe ouvrière d'intervenir au travers des événements. Il est évident que la formation et les capacités de ce parti sont fonction des conditions particulières du capitalisme lui-même, et ainsi il est possible d'expliquer le rôle du parti socialiste allemand pour la fondation de la IIe Internationale, et le rôle du parti bolchévik pour la fondation de la IIIe Internationale. Le parti socialiste allemand surgissait d'une société capitaliste arrivant parmi les dernières, sur l'échelle des victoires de la bourgeoisie. Le parti bolchévik provient du milieu social où une bourgeoisie n'a pas encore réalisé sa victoire, et au cours de la période historique de déchéance du capitalisme considéré au point de vue mondial.

Ce sont donc des conditions foncièrement historiques qui permettent l'insurrection dans un seul pays. Les lois de la lutte des classes agissent sur le plan international et paraissent erronées seulement pour le philistin marxiste, qui récite son credo « internationaliste » dans l'intérêt du capitalisme et pour condamner la bataille insurrectionnelle dans un seul pays. Mais, en réalité, ces lois expliquent

cette insurrection, le prolétariat se greffant sur la structure (Etats distincts et opposés) du monde capitaliste. Après la victoire de l'insurrection, ces lois de la lutte des classes du fait de l'érection de l'Etat prolétarien ne cessent pas de fonctionner. Et le dilemme se pose: ou bien cet Etat va être considéré comme une des positions du prolétariat mondial, ou bien il va être considéré comme la condition concentrant en elle la lutte du prolétariat international.

L'on pourrait arriver à la conclusion que l'opposition entre les Etats capitalistes détermine la possibilité d'une identification de l'Etat ouvrier avec le prolétariat mondial, à la seule condition de considérer que la tendance organique des Etats capitalistes vers la guerre, n'obéit pas à la structure du monde capitaliste, mais obéit à une loi internationale de la lutte des classes. Au critère de l'élargissement des positions économiques de chaque Etat, cause de la guerre, viendrait se substituer comme raison des conflagrations, l'autre critère de la lutte entre ces Etats dans l'intérêt de la révolution prolétarienne. Ainsi la guerre deviendrait une phase de l'évolution révolutionnaire et ne serait plus l'éruption des contradictions capitalistes pouvant fournir une condition pour la révolution, **seulement dans la mesure où le parti de la révolution mène une lutte intransigeante et énergique contre la guerre.**

**L'insurrection dans un seul pays dérive donc de la structure du monde capitaliste et cette même structure nous oblige à faire dépendre l'activité politique de cet Etat de considérations internationales et seulement d'elles!**

Le problème des rapports entre un Etat prolétarien et les Etats capitalistes devient, après la victoire de l'insurrection, le point central des luttes arrières pour le prolétariat vainqueur, aussi bien que pour le prolétariat international. **Ce que nous possédons actuellement à ce sujet, c'est la notion du « rapport de force ».** Les défaites prolétariennes créent des conditions défavorables pour l'Etat ouvrier, et de cette nouvelle situation, on fait découler la nécessité des concessions envers le monde capitaliste. Qu'il en soit ainsi est confirmé par le fait que le problème de la reconnaissance de l'U. R. S. S. ne s'est posé qu'après les défaites d'Allemagne, de Hongrie et d'Italie, c'est-à-dire après que le soutien naturel des mouvements révolutionnaires vint à manquer.

Les marxistes conçoivent évidemment la nécessité d'opérer des retraites, quand la situation se modifie au désavantage du mouvement prolétarien. Mais ces retraites sont conditionnées par des considérations de principe; ainsi, les marxistes luttent pour sauvegarder une position principielle de lutte et sa signification, même au risque de devoir perdre dans le combat un organisme qui ne pourrait subsister qu'à la condition d'appliquer une politique contraire aux intérêts de la lutte révolutionnaire.

Ce qui a guidé et ce qui continue à guider la politique de l'Etat ouvrier, c'est la « théorie » des rapports de force. Or, les rapports de force constituent une « quantité arithmétique » exprimant la contingence. En faire une théorie c'est donc ériger la contingence en principe et abandonner tout programme. Un rapport de force peut, et doit être, un critère d'ordre quantitatif pour mesurer les possibilités concrètes de l'élargissement de la lutte, jamais il ne peut devenir le critère, le guide pour l'action, si petite soit-elle. De plus, même en tant que critère pour notre action quotidienne, le rapport de force garde sa signification marxiste, à la seule condition d'être établi entre des éléments historiquement opposés. **Ainsi, à notre avis, pour l'Etat ouvrier il ne peut être question que de rapports de force entre le prolétariat et le capitalisme mondial, et non de rapports de force entre l'Etat ouvrier et les autres Etats capitalistes.** D'ailleurs, Lénine lui-même, lorsqu'il préconisa la Nep, et appuya la nécessité d'une délégation soviétique à la Conférence de Gênes de 1922, expliquait (au point de vue théorique) la nécessité de cette retraite en considération des rapports de classe sur le terrain mondial.

Nous arrivons donc à la conclusion qu'il est nécessaire de s'opposer vigoureusement à tous les soi-disant « réalistes » qui obtiendraient des conquêtes dans la mesure où ils parviendraient à assurer le renforcement de l'Etat ouvrier. A ces